

Guerre et politique: L'Ennemi chez Machiavel

Ion, Cristina

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Ion, C. (2006). Guerre et politique: L'Ennemi chez Machiavel. *Annals of the University of Bucharest / Political science series*, 8, 19-33. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-387385>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

GUERRE ET POLITIQUE. L'ENNEMI CHEZ MACHIAVEL

CRISTINA ION*

Faire toujours la guerre est impossible.

(Machiavel, *L'art de la guerre*, I)

Peu de thèmes apparaissent comme aussi « machiavéliens » (ou « machiavéliques ») que celui de la politique considérée à partir de l'affrontement ami/ennemi. En effet, pour Machiavel, la politique ne s'inscrit plus dans l'horizon du bien commun, comme pour « ceux qui se sont imaginé des républiques et des monarchies dont on n'a jamais vu ni su qu'elles aient vraiment existé »¹ (P, XV, p. 148), mais se fonde sur l'histoire, domaine de la contingence et des rapports de forces. Soustraite au règne des fins morales nécessaires, la politique devient une simple affaire de calcul, d'efficacité, de rivalités et d'alliances. Parallèlement, l'assise anthropologique de la politique machiavélienne, l'insociabilité naturelle des hommes, sur fond de décadence historique inéluctable, contribue à renforcer la centralité de la guerre dans la pensée de Machiavel. Un véritable renversement se produit ainsi par rapport à la tradition classique, scolastique et humaniste, qui proscrivait la guerre à l'intérieur de la cité et la subordonnait à la question de la justice, à l'extérieur. Désormais, la guerre effective ou potentielle (comme horizon de l'affrontement permanent) se trouve logée au cœur même de la politique.

Dans sa manière de se positionner par rapport à la guerre, la pensée politique a retenu pour l'essentiel deux voies, que la modernité a réaménagées à sa façon. La première consiste à concevoir la politique comme une solution à l'état de guerre. Chez Thomas d'Aquin, la paix est identifiée au bien commun, fin naturelle du pouvoir, dans le prolongement de l'aptitude naturelle de

* Secretar de redacție al revistei *Cités. Philosophie. Politique. Histoire* (Presses Universitaire de France, Paris).

¹ Sauf mention contraire, toutes les références aux écrits de Machiavel renvoient à l'édition de ses *Œuvres*, par Christian Bec, Robert Laffont, Paris, coll. « Bouquins », 1996. Abréviations: *Le Prince*: P; *Discours*: D; *Histoires florentines*: HF.

l'homme à vivre en société: « Voici donc à quoi doit tendre le plus possible celui qui dirige la multitude: à procurer l'unité de la paix. C'est à tort qu'il réfléchirait s'il doit apporter la paix à la multitude qui lui est soumise, comme le médecin n'a pas à se demander s'il doit guérir le malade qui lui est confié »². Des siècles plus tard, Hobbes conçoit l'institution de la République comme un moyen pour les hommes de « s'arracher à ce misérable état de guerre » auquel les mènent leurs passions naturelles, et de vivre en sécurité³. La deuxième voie consiste à accepter la résurgence du conflit comme consubstantielle de la politique, voire comme une manière de refonder en permanence la politique en l'arrachant à l'ordre de l'autorité et de l'obéissance. Violence fondatrice (meurtre, usurpation, conquête, etc.) qui menace sans cesse de refaire irruption dans l'espace pacifié et amnésique de la politique, lien politique paradoxal fondé sur la division, comme dans l'Athènes décrite par Nicole Loraux, potentialité de révolte capable de déchirer le voile de la servitude volontaire: autant de conceptions qui rappellent la fragilité de l'oubli philosophique de *krátos* au profit d'*arkhe*.

Où faut-il situer Machiavel? D'une part, il est clair que le conflit est pris en compte dans sa pensée comme une donnée fondamentale que l'idéologie de la paix civile, par exemple, ne saurait faire oublier. En témoignent ces paroles à l'encontre de ses prédécesseurs humanistes, historiens de Florence: « j'ai observé que, dans leurs descriptions des guerres [*guerre*] menées par les Florentins contre les peuples et les princes étrangers, ils ont été très diligents, mais que, s'agissant des discordes civiles [*civili discordie*] et des inimitiés intestines [*intrinseche inimicizie*] et de leurs effets, ils en ont tu une partie et ont brièvement décrit le reste » (HF, Préambule, p. 655). Mais, d'autre part, le conflit est-il, chez Machiavel, le problème ou la solution pour la politique? Si l'État monopolise, « dans les limites d'un territoire, la violence physique légitime », selon la définition de Max Weber⁴, Machiavel est, comme l'affirme Hegel, celui qui a compris la nécessité de l'unification de l'Italie dans un État centralisé par l'élimination violente de l'anarchie. L'État est alors le nom donné à une population « unie en vue de la défense collective de l'ensemble de ses biens », et qui se dote à cet effet d'une armée⁵. Si, en revanche, Machiavel a dévoilé aux peuples les moyens dont se servaient les monarques absolus pour l'opprimer, comme le croit Rousseau⁶, alors le conflit devient (quoique de manière très peu rousseauiste) une garantie de liberté. Certes, Machiavel rejette

² *De la Royauté (De Regno)*, in *Petite Somme politique*, anthologie de textes politiques établie par Denis Sureau, Pierre Téqui, Paris, 1997, p. 49.

³ *Léviathan*, XVII, édition de François Tricaud, Sirey, Paris, 1971, p. 173.

⁴ *Le savant et le politique*, trad. fr. de Julien Freund, Plon, Paris, 1959, réédition 10/18, p. 133.

⁵ *La Constitution de l'Allemagne*, trad. fr., Éditions Champ Libre, 1974, p. 39.

⁶ *Du Contrat Social*, livre III, chapitre VI.

3

la solution de l'État tyrannique qui fait la guerre à ses sujets. Mais il semblerait que sa pensée hésite entre la construction d'un État pacificateur qui dirige la guerre vers l'extérieur et l'apprentissage de la liberté dans le conflit.

Le double réalisme de Machiavel, à la fois historique et anthropologique, place donc le conflit dans une position privilégiée, susceptible d'éclairer toute sa pensée. Dans ce qui suit, nous nous attacherons d'abord à mesurer le rôle de la conflictualité dans l'œuvre machiavélienne, avant de questionner la possibilité d'une confusion entre guerre et politique chez Machiavel.

Une conception stratégique de l'art politique

Cet exposé ne va donc pas proposer une interprétation des conceptions militaires de Machiavel telles qu'elles sont abordées dans *L'art de la guerre*, mais s'interrogera sur le paradigme conflictuel comme clé de lecture pour l'ensemble de son œuvre. Ce sont l'extension et la volatilité de la notion de guerre qui nous intéressent ici, et conséquemment leur vocation à contaminer la notion de politique. C'est exactement ce que ne fait pas le traité de *L'art de la guerre*, qui s'appuie sur les Anciens pour faire l'éloge de l'humanisme militaire à travers la position exprimée par Fabrizio Colonna (condamnation des troupes mercenaires, plaidoyer pour les citoyens-soldats). Dans une lettre adressée en 1809 à Fichte, Clausewitz affirme: « J'ai souvent trouvé chez Machiavel, en matière militaire, un jugement extrêmement sain et maintes vues nouvelles. [...] Mais en ce qui concerne le livre de Machiavel qui touche proprement à l'art de la guerre il me souvient d'y avoir regretté l'absence de la liberté et de l'indépendance de jugement qui caractérisent si fortement ses écrits politiques. » Clausewitz rejette le traité machiavélien qui veut restituer une forme du passé au lieu de s'attacher à restaurer « le véritable esprit de la guerre », qui consiste « en ce que l'on utilise, autant que possible, les forces de chaque individu dans une armée et qu'on lui insuffle un tempérament belliqueux »⁷. Cette suggestion a porté Harvey Mansfield à analyser *L'art de la guerre* (seul ouvrage que Machiavel publia de son vivant) comme le résultat d'un art d'écrire particulier visant à modérer ce qu'il y a de plus révolutionnaire dans le discours machiavélien, à savoir, précisément, l'identification de la politique à la guerre.

C'est ce que semble d'ailleurs suggérer l'omniprésence d'un vocabulaire de l'inimitié dans les écrits de Machiavel, où les occurrences des termes *amico/inimico*, *amicizie/inimicizie* se comptent par dizaines, à commencer par ses légations. Ainsi cette lettre du 18 juillet 1510, dans laquelle Machiavel, en

⁷ Publiée dans J.G. FICHTE, *Machiavel et autres écrits philosophiques et politiques de 1806-1807*, édition de Luc Ferry et Alain Renault, Payot, Paris, 1981, pp. 197-203.

mission en France alors qu'une guerre entre Louis XII et le pape semblait inévitable, rapporte ces propos du roi: « Secrétaire, me dit-il, je n'ai d'inimitié ni envers le pape ni envers personne, mais on voit au jour d'aujourd'hui surgir tant d'inimitiés et d'amitiés inattendues que je demande à tes Seigneurs de vouloir sans retard se déclarer pour moi [...]; car j'entends savoir qui est mon ami là-bas et qui est mon ennemi » (*io voglio sapere chi è mio amico o mio inimico*)⁸. À quoi fait écho une lettre de Piero Soderini à Machiavel, dans laquelle le gonfalonier dit vouloir, parmi ses voisins, « distinguer les amis des ennemis » (*conoscere gli amici da gli inimici*)⁹. C'est qu'après l'invasion française de 1494, la Péninsule italique est le théâtre de guerres quasi permanentes, parallèlement à une évolution sensible des techniques militaires (l'invention de l'artillerie et des armes à feu, l'importance prise par l'attaque visant l'anéantissement de l'ennemi). La guerre devient plus agressive, et la politique, déséquilibrée par l'invasion étrangère, s'efforce de tenir le pas. L'imbrication entre guerre et politique est ainsi imposée par la réalité historique. Dès lors, comme l'affirme Felix Gilbert, il est impossible de limiter la pensée machiavélienne sur la question au seul traité de *L'art de la guerre*, car toute son œuvre est marquée par la corrélation très étroite qu'il établit entre le système politique de l'Italie et sa capacité à faire la guerre.

Face à la précipitation des événements et à la faiblesse italienne, la force s'invite comme un facteur décisif dans la réflexion politique, et la question des armes propres vient s'ajouter aux discussions autour de la diplomatie et des institutions. La puissance militaire devient le critère selon lequel se mesurent les forces en présence sur l'échiquier politico-diplomatique de l'époque. C'est ce qu'a enseigné à Machiavel son expérience diplomatique, qui s'exprime dans cette lettre envoyée d'Allemagne où il se trouvait en 1508 avec Francesco Vettori, en mission auprès de l'empereur Maximilien: « ...soit dans chaque circonstance en particulier, soit dans les affaires en général, on a beau voir jour par jour ce qui se passe, on ne connaît jamais que le dessus des cartes. Il est d'ailleurs bien sûr que, quand on veut prévoir d'après des données raisonnables si quelqu'un réussira ou non dans une entreprise, il faut d'abord examiner le nombre et l'espèce de soldats qu'il a avec lui; s'il peut les tenir réunis longtemps; enfin sa manière de les conduire; il faut ensuite faire les mêmes observations sur son ennemi » (*estimare le forze del nimico*)¹⁰. D'une part, la puissance se dénombre, s'évalue, s'accumule; elle est un instrument de la prévision. Mais, d'autre part, les instruments intellectuels dont la politique se

⁸ *Toutes les lettres de Machiavel*, présentées et annotées par Edmond Barincou, Gallimard, Paris, 1955, t. II, p. 207, et *Opere*, édition de Corrado Vivanti, Einaudi, Turin, « Biblioteca della Pléiade », vol. II, p. 1257.

⁹ *Opere*, p. 1272.

¹⁰ *Toutes les lettres*, p. 109; *Opere*, p. 1098.

5

servait traditionnellement pour appréhender la réalité et pour agir (la prudence raisonnable, la temporisation) s'avèrent souvent impuissantes devant le dérèglement contingent. La prévision n'est rien sans la faculté d'agir dans l'instant, de saisir l'occasion et de prendre parti. La force est ainsi une notion ambiguë, car elle est le résultat à la fois d'une volonté de rationaliser l'action politique et de l'aspiration à pallier les insuffisances d'une telle rationalisation par l'impétuosité et la détermination, dans un contexte où l'équilibre des puissances est devenu impossible.

Le terme *inimico* est donc omniprésent dans l'œuvre de Machiavel, sans doute autant que le conflit dans l'Italie de son temps. Ce terme désigne à la fois l'adversaire individuel, la faction rivale, l'ennemi étranger, les opposants à un régime ou à une loi. Les frontières entre guerre intérieure et extérieure, entre violence endémique et guerre organisée, entre guerre privée et guerre publique semblent donc brouillées. Face à cette uniformité terminologique, deux remarques s'imposent.

Première remarque: si Machiavel utilise le même mot, la distinction entre intérieur et extérieur, privé et public, civil et militaire est clairement maintenue. Elle est évidente, par exemple, dans le cas d'un groupe qui, voulant ôter le pouvoir au parti adverse à l'intérieur d'un État, s'allie avec des ennemis étrangers. Deuxième remarque: si les distinctions entre les domaines susdits sont maintenues, leurs frontières ne sont pas moins perméables, du fait même que l'histoire est, chez Machiavel, le lieu de la politique. Une analyse détaillée des sens de l'inimitié dans l'œuvre machiavélique nous éclairera sur les déplacements subis par ces distinctions.

I. Le sens « militaire » est, à un examen rapide, le plus répandu. Il s'agit de camps qui s'affrontent, d'armes, de soldats, d'entraînement, de sièges et de batailles, de stratégie, d'alliances et de trahisons. C'est en ce sens que Machiavel affirme, dans un passage célèbre du *Prince*, qu'« un prince ne doit donc avoir d'autre objet ni d'autre pensée ni choisir d'autre chose quant à son métier, hors de la guerre, des institutions et de la discipline militaires; car c'est le seul métier qui convienne à qui commande. » (P, XIV, p. 146). La figure de l'ennemi se confond sous cet aspect avec celle de l'étranger qui menace la cité ou l'État nouvellement établi. Le passage susmentionné, extrait de l'avant-propos aux *Histoires florentines*, distingue explicitement entre les « guerres [guerre] menées par les Florentins contre les peuples et les princes étrangers », les « discordes civiles [civili discordie] » et les « inimitiés intestines [intrinseche inimicizie] ». Les ennemis extérieurs détiennent presque l'exclusivité dans les deux derniers livres des *Discours*, où il est beaucoup question de la politique étrangère de Rome et de ses guerres de conquête, ainsi

que dans les livres V et VI des *Histoires florentines*, qui décrivent les relations entre les États italiens et les campagnes qui ravagent la Péninsule.

Cependant, la privatisation grandissante des choses militaires et son caractère lucratif contribuent à dessaisir l'État de la conduite de la guerre. Cela apparaît avec netteté lorsque l'on se situe à l'échelle de l'Italie. Tant que l'on reste attaché au point de vue florentin, on peut toujours avoir le sentiment que la république est maîtresse de sa politique étrangère et de ses alliances, tout en étant partie prenante des événements italiens, car « des actions des autres peuples et des princes d'Italie naissent le plus souvent des guerres où les Florentins sont nécessairement impliqués » (HF, VII, 1, p. 917). Machiavel peut dire ainsi que, après avoir fait un détour par les « *cose di fuora* » dans les livres V et VI des *Histoires florentines*, il revient aux événements « *di dentro* », notamment aux divisions internes (HF, VII, 1). Mais cette nette distinction entre *fuora* et *dentro*, entre guerre extérieure et divisions internes, se détend lorsque la perspective s'élargit à l'ensemble de l'Italie. Ainsi, le livre V des *Histoires florentines* n'est pas vraiment un exposé de relations internationales, car les relations entre les États italiens sont déterminées par la rivalité entre les Sforzeschi et les Bracceschi, deux familles de condottieri: la guerre elle-même devient une lutte de partis.

De plus, la guerre échappe à la politique parce qu'elle échappe aux princes qui sont censés la mener. Machiavel explique que « le but de ceux qui font la guerre est normalement de s'enrichir et d'appauvrir l'ennemi, et l'on désire seulement la victoire et la conquête pour devenir puissant et affaiblir l'adversaire. Il en résulte que, chaque fois que la victoire vous appauvrit ou que la conquête vous affaiblit, on n'atteint pas le but que l'on se fixe en faisant la guerre. » (HF, VI, 1, p. 873). Le but de la guerre est donc bien de « terrasser l'adversaire afin de le mettre hors d'état de résister », comme le définira plus tard Clausewitz¹¹. En règle générale, celui qui fuit la *via del mezzo* est souvent confronté, chez Machiavel, à la nécessité de supprimer (*spegner*) ses ennemis (P, III et IV ; D, II, 23; III, 30). On ne peut donc « parler de guerre là où les hommes ne sont pas tués, les cités ne sont pas pillées, les États ne sont pas détruits. » (HF, V, 1, p. 830). Mais la logique du mercenariat veut la reproduction (plus que la poursuite) de guerre: l'ennemi vaincu, rançonné mai vivant, peut revenir à la charge; quant au vainqueur, ne pouvant bénéficier de l'argent de la rançon qui va aux soldats mercenaires, il est réduit à accabler son peuple de taxes (HF, VI, 1). Toutefois la réappropriation de la guerre par l'État ne serait nullement synonyme de pacification, elle viserait simplement à lui procurer une position avantageuse lors de la recomposition de rapports de forces doués de sens politique.

¹¹ *De la guerre*, livre I, chapitre 1.

2. La violence diffuse semble ainsi se substituer à la force maîtrisée. Cette affirmation vaut d'autant plus pour les conflits intérieurs, où les *inimicizie* sont multiples et récurrentes. Pour revenir aux distinctions établies par Machiavel dans le préambule des *Histoires florentines*, outre une distinction initiale entre guerres externes et conflits internes, ces derniers semblent se décomposer à leur tour en « discordes civiles » et « inimitiés intestines ». L'ennemi intérieur se dédouble ainsi, d'une manière caractéristique de la pensée républicaine, en ennemi public et concurrent privé. Les *inimicizie private* s'opposent explicitement à celles qui engagent le bien public (HF, V, 4; VIII, 10; VIII, 12). L'ascension d'individus ambitieux en république, forts de leurs moyens matériels et de leurs partisans, par des voies contraires aux institutions, est constamment critiquée par Machiavel (D, I, 33 et 52; HF, IV, 26; VII, 1 et 2), dans le cadre de sa réflexion plus générale sur la corruption de la liberté et sur les chances d'instaurer la tyrannie dans une république (D, I, 35, 40; III, 8, 22). Néanmoins, cette opposition entre bons et mauvais tumultes, ou entre Rome et Florence, mérite une discussion plus approfondie. Car, d'une part, il semble évident que Machiavel valorise le conflit comme facteur de liberté et qu'il ne met pas en avant la paix intérieure comme but de la politique. D'autre part, cependant, les *Histoires florentines* sont dominées par la réflexion sur la désunion funeste de Florence, vice de toutes les républiques en déliquescence. Doit-on donc supprimer ou entretenir l'ennemi intérieur ? J'essaierai de répondre à cette question à travers une double détermination de l'ennemi intérieur: le rebelle; l'ennemi de classe et le l'ennemi de faction dans les divisions internes.

a) L'ennemi public à l'intérieur de la cité est d'abord le *rebelle*, celui qui s'oppose au régime en place, à savoir, aux groupes qui détiennent le *stato* (un parti, une famille ou une corporation). Chez Machiavel, la qualité de rebelle s'applique le plus souvent aux soldats insubordonnés et aux provinces conquises qui se soulèvent contre le vainqueur. Mais il arrive également que des individus ou des groupes entiers soient exilés de la cité comme rebelles. Dans la première moitié du XIV^e siècle, Florence est déchirée par les luttes entrecroisées de plusieurs factions: « La ville était agitée non seulement par une humeur, mais par plusieurs, du fait des inimitiés existant entre le peuple et les grands, les gibelins et les guelfes, les Blancs et les Noirs. Toute la cité était donc en armes et les combats se multipliaient... » (HF, II, 21). La famille des Cerchi, rivale des Donati, se trouve ainsi exilée de la cité avec tous ses partisans guelfes (HF, II, 20). La qualité de rebelle est une catégorie relative qui change selon le gouvernement, et le parti qui prend le pouvoir procède à la répression de ses adversaires en les déclarant rebelles (HF, III, 10). C'est le soupçon de tyrannie qui sert de prétexte pour l'accusation de rébellion. Telle fut la fin malheureuse de Corso Donati: « Sous leur pression [de ses ennemis soutenus par une grande partie du peuple et rassemblés devant la Seigneurie],

on engagea une procédure auprès de messire Piero Branca, capitaine du peuple, contre messire Corso, au motif qu'il voulait se faire tyran [...]. Il fut cité, puis jugé rebelle [*ribello*] par contumace, en moins de deux heures. » (HF, II, 23, p. 724). Le conjurateur découvert ou vaincu connaît le même sort (HF, II, 33), de même que celui qui fait les frais d'un abus de pouvoir (HF, VII, 3). La dénomination de rebelle fait partie de la stratégie mise en œuvre par les partis en conflit, qui sert à conférer un caractère politique à leurs confrontations. Celles-ci apparaissent ainsi comme de véritables guerres civiles où chaque groupe se prévaut du bien public et de l'amour de la patrie, et non comme de simples conflits privés. Avant de s'exiler et de quitter la scène au profit de Côme de Médicis, Rinaldo degli Albizzi prononce ces mots: « Les hommes bons et sages ont toujours estimé qu'il était moins dur d'entendre parler des malheurs de leur patrie que d'y assister. Ils jugent plus glorieux d'être un rebelle honorable qu'un citoyen asservi. » (HF, IV, 33, p. 828).

Être en mesure de désigner et de punir les rebelles est donc un enjeu de pouvoir et distingue le groupe qui remporte la victoire, même temporaire, des autres acteurs politiques. Mais, s'il est maître du jeu, cela ne veut pas dire que ce groupe est désormais seul sur la scène politique. Bien au contraire, le plus grand danger est d'avoir une scène politique qui fait bloc contre lui, autrement dit, de provoquer la haine universelle (P, XVII, XIX; D, II, 24; HF, II, 34). La *haine* a deux particularités qui semblent par dessus tout contraires à un jeu politique caractérisé surtout par l'affrontement et la différenciation: c'est un sentiment sans recours qui fige son objet dans une position irréversible et l'empêche d'agir; elle produit l'unification de l'espace politique contre celui qui l'a suscitée et a donc partie liée avec la tyrannie. La manière dont Machiavel rend compte, dans les *Histoires florentines*, de l'épisode de la tyrannie du duc d'Athènes (1342-1343) le prouve amplement. D'une part, le duc d'Athènes prétend débarrasser la cité de ses divisions: « Il dit qu'il n'avait pas l'intention d'ôter sa liberté à la cité, mais de la lui rendre. Car seules les cités désunies sont esclaves et les autres libres. Si, sous ses ordres, Florence était débarrassée des ambitions et des inimitiés, il lui rendrait et ne lui ôterait pas sa liberté. » (HF, II, 35, p. 739). D'autre part, l'éradication des animosités partisans ne fait que conduire à un face à face entre le tyran et la société citadine compacte et unanime dans sa haine (HF, II, 34).

Pour échapper à la tyrannie, il importe donc de préserver la division entre les différents groupes politiques qui s'affrontent dans la cité. La description de la prise de pouvoir par les Médicis est à cet égard exemplaire. Les livres III et IV des *Histoires florentines* présentent les rivalités successives entre les Albizzi et les Ricci, puis entre les Albizzi et les Médicis, jusqu'au retour d'exil de Côme de Médicis en 1434. Victorieux, le parti de Côme sévit contre ses adversaires et se laisse aller à la violence vindicative pour asseoir son pouvoir,

9

tout en mettant en place une stratégie consistant à s'appropriier les institutions républicaines par la manipulation des scrutins: « La cité, ayant donc été débarrassée des ennemis du régime et des suspects, les vainqueurs se décidèrent à combler de leurs bienfaits de nouvelles personnes pour renforcer leur parti. Ils réintégrèrent la famille des Alberti et toutes les autres qui avaient été déclarées rebelles. » (HF, V, 4, p. 834). Ce qui différencie les Médicis des autres familles qui, à un moment ou à un autre, s'étaient distinguées dans la cité, est leur manière de prendre une place éminente dans le jeu politique des partis et des humeurs sans le détruire. D'abord, le parti de Côme ne peut confisquer le jeu partisan, parce qu'il ne reste pas seul sur la scène politique florentine: « Le parti de Côme de Médicis l'emporta en 1434. Mais, le parti vaincu demeurant puissant et riche en hommes d'autorité, il resta par crainte uni et libéral durant un moment... » (HF, VII, 1, p. 918). Ensuite, même quand le parti adverse disparaît, Côme, en véritable prince, a la sagesse de ne pas faire corps avec son propre parti et de favoriser la reconfiguration de l'espace socio-politique selon la division entre peuple et grands (HF, VII, 2-4). La logique binaire et statique de la tyrannie (le tyran contre l'*universale* pacifié de force) ne vient ainsi à aucun moment remplacer la logique multiple de l'affrontement partisan ni la logique ternaire du gouvernement princier (prince-peuple-grands, où le prince se fait l'écho du désir du peuple sans se confondre avec lui et tient en respect les grands sans les anéantir).

b) Si la division est si importante, pourquoi Machiavel regrette-t-il si puissamment les dissensions qui règnent à Florence, alors même qu'il semble dire que ce sont ses nombreuses divisions qui ont préservé sa cité de la tyrannie? Quel est le sens de la différence établie par Machiavel entre les divisions favorables à la liberté et les divisions contribuant à la corruption de la cité (HF, Préambule; III, 1; VII, 1)? Une première réponse réside dans la capacité qu'ont les partis florentins en concurrence pour le *stato* à incarner véritablement l'autorité publique. C'est précisément ce qui distingue Florence de Rome. Pour renforcer son autorité, le gouvernement florentin doit attendre une accalmie dans les conflits: « À cette époque, n'ayant plus d'ennemis ni au-dedans ni au-dehors, le gouvernement prit davantage d'autorité et s'engagea dans la campagne contre Pise » (HF, III, 29, p. 789, trad. modifiée). Ce renforcement de l'autorité publique permet de diriger la guerre vers l'extérieur. Rome, au contraire, bien qu'en proie à la division structurelle entre les nobles et la plèbe, est capable de supporter la guerre à l'extérieur: « La République romaine était agitée par les oppositions [*inimicizie*] entre nobles et plébéiens. Cependant, une guerre survenant, on envoya en campagne Quintius et Appius Claudius avec l'armée. » (D, III, 19, p. 416) La faiblesse de l'autorité publique retire aux conflits leur caractère positif: « Bien que l'on ne puisse aucunement empêcher qu'il y ait de fortes haines entre de tels citoyens, cependant, n'ayant pas de partisans qui les suivent par intérêt personnel, ils ne sont pas nuisibles à la république [à Rome]. Mieux, ils lui sont utiles, car, pour l'emporter, ils

s'emploient à la gloire de la république et se respectent les uns les autres, afin de ne pas dépasser les limites de la loi. À Florence, les inimitiés ont toujours été accompagnées de partis et ont donc toujours été nuisibles. » (HF, VII, 1, p. 918).

Une deuxième réponse réside dans la nature des divisions internes. Il est bien connu que Machiavel défend avec force le caractère positif pour la liberté romaine de la désunion entre le peuple et les nobles (D, I, 4-6). Se joue ici la capacité qu'a l'ordre politique à canaliser les « humeurs » de la société, mais également l'aptitude de ces « humeurs » à engendrer des effets bénéfiques sur l'ordre politique. Nous allons nous contenter de revenir brièvement sur les propos des *Discours* avec le regard du Machiavel des *Histoires florentines*. Une république ne peut être que conflictuelle (HF, VII, 1), néanmoins tous les conflits ne sont pas favorables à la liberté. Ceux qui le sont ne conduisent pas à l'élimination de l'adversaire, mais à une composition politique de désirs insociables: « Car les inimitiés qui opposèrent à Rome le peuple et les nobles finissaient par des disputes, celles de Florence par des combats; celles de Rome s'achevaient par une loi, celles de Florence par l'exil et la mort de nombreux citoyens. » (HF, III, 1, p. 751). Si le peuple est un meilleur gardien de la liberté, de par son désir spécifique qui est de ne pas être opprimé, il n'apparaît pas pour autant comme étant investi d'une mission historique. L'ennemi intérieur, ce ne sont donc pas les grands. La suppression de la différence fondamentale entre le peuple et les grands à Florence et le triomphe définitif d'un désir sur l'autre (celui du peuple) conduit à une interminable démultiplication du même et ouvre la voie à une privatisation de la république. C'est dans l'inimitié que se forge, paradoxalement, le bien commun chez Machiavel.

Le Florentin associe donc autorité publique et conflictualité sociale à travers l'ajustement des lois et des mœurs dans le temps. [Le retour des régimes politiques à leurs principes, œuvre d'une institution ou d'un individu qui retardent la corruption (D, III, 1), est la forme la plus exceptionnelle de cet ajustement. La rénovation de l'ordre politique n'est pas tellement un retour à la puissance naturelle des hommes par delà l'ordre républicain, mais une remise en adéquation de la politique et des passions.] Le conflit n'est pas le résultat d'une nécessité historique mais d'une nécessité passionnelle. S'il est toujours actualisé par l'action d'un sujet (le peuple ou l'individu vertueux), ce sujet n'est pas l'instrument d'une ruse de l'histoire, mais plutôt l'élément où se met au jour la manière dont la politique est appelée à se conduire à l'égard des passions humaines. Cela m'amène à mon deuxième point, la guerre comme solution ou comme modèle pour la politique : nous allons seulement esquisser ici quelques pistes de réflexion.

La politique comme guerre?

Quelles remarques nous inspire cette analyse de l'inimitié chez Machiavel? Selon le *De officiis* de Cicéron, trois éléments président à la définition de la guerre : d'abord, la justice, c'est-à-dire la conformité au bien commun (« C'est donc pour

vivre en paix sans injustice qu'il faut entreprendre une guerre »); ensuite, son caractère réglé (« une guerre ne peut être juste si elle n'a pas été précédée d'une réclamation en forme ou d'une dénonciation et d'une déclaration »); enfin, la distinction entre guerre publique, où l'ennemi est un « *hostis* », et guerre privée ou de prestige (« nous n'usons pas des mêmes procédés envers un ennemi et envers un compétiteur »)¹². Chez Machiavel, ce triple caractère juste, codifié et public de la guerre subit, eu égard aux transformations indiquées plus haut, une érosion prononcée. La république n'a plus la maîtrise de la guerre, qui échoit à l'initiative privée des capitaines mercenaires. Sur le plan intérieur, elle se laisse traverser par des conflits qui l'exposent à des captations partisans. L'apparition de concentrations de pouvoir comme les principautés nouvelles (P, III), ainsi que l'ascension d'un individu (D, I, 52), la prise du pouvoir tyrannique (D, I, 40) ou le changement de régime dans une république (D, I, 16) ont pour effet immédiat d'imposer à la scène politique une division entre partisans et adversaires du nouvel ordre. La logique de la puissance remplace la logique de la justice, la dynamique des relations interhumaines est plus forte que l'aspiration à la paix, et la conflictualité généralisée transcende les distinctions entre intérieur et extérieur, public et privé.

Cependant, si chez Machiavel l'ennemi ne fait plus l'objet d'une désignation publique selon les critères énoncés par Cicéron, il n'apparaît pas moins comme tel à la suite d'une *déclaration*. En effet, il se signale lui-même en prenant explicitement parti dans un rapport de forces. Pas d'inimitié originaire ou essentielle, donc, mais division entre amis et ennemis qui succède à une manifestation par laquelle un prince, un groupe ou un État se déclare favorable à un camp ou à un autre. Chez Machiavel, on n'est pas naturellement ennemi, on se « dévoile » tel (*scoprire*): « Parce qu'il jugeait dangereux de se déclarer l'ennemi de tous les deux, il [l'empereur Septime Sévère] décida d'attaquer Niger et de tromper Albin. » (P, XIX, p. 160); « Un prince est encore estimé quand il est un véritable ami et un véritable ennemi, c'est-à-dire quand sans aucune crainte il se découvre en faveur de quelqu'un contre un autre » (P, XXI, p. 167); « Ceux qui sont mécontents d'un prince [...] doivent d'abord mesurer et peser leurs forces et, s'ils sont assez puissants pour se découvrir et lui faire ouvertement la guerre, opter pour cette voie... » (D, III, 2, p. 374); « Les Médicis [...] et d'autres familles craignaient que, s'il [le duc d'Athènes] sortait, nombre de ceux qui avaient pris les armes contre lui ne se découvrirent en sa faveur » (HF, II, 37, p. 743, trad. modifiée). Rien ne permet donc d'affirmer que l'inimitié est, pour Machiavel, autre chose qu'un positionnement dans un rapport de forces. En même temps, l'inimitié, pour contextuelle qu'elle soit, n'est pas arbitraire, elle est due à des causes précises et soumise à des objectifs d'ordre politique, à un calcul prudentiel en termes d'efficacité.

¹² *Des devoirs (De officiis)*, I, 11-13, éd. de Ch. Appuhn, GF-Flammarion, Paris, 1967, pp. 124-126.

Dès lors, dans quelle mesure est-il permis de passer, avec Machiavel, d'une conception stratégique de l'art politique, basée sur l'histoire et l'expérience, à la justification philosophique d'une vision polémologique de la politique? La politique est bien un combat, si l'on entend par là un art stratégique qui se déroule dans un espace jamais complètement pacifié. Mais peut-on aller au-delà pour reconnaître dans la résurgence de la guerre, non la destruction de la politique, mais sa structure fondamentale, sa potentialité de régénération, son impossibilité de se réduire à un ordre juridique? Il n'est certes pas question ici d'inscrire Machiavel abusivement dans un discours juridique, mais de comprendre comment, s'il ne retient pas la solution fournie par ce discours, il envisage le rapport entre conflit et politique. Plusieurs questions paraissent s'imposer. Nous ne faisons ici que les énoncer.

1. Rabattre la pensée machiavélique de l'adversité sur une pensée de l'ennemi me paraît une erreur. En contrepoint de l'analyse de l'inimitié chez Machiavel, que nous venons de faire, il ne serait peut-être sans intérêt d'envisager une analyse de l'amitié. On serait peut-être surpris de constater, chez ce penseur du vivre ensemble à partir de l'insociabilité fondamentale de l'homme, une conception de l'amitié qui combine, comme dans le cas de son contraire, relativité stratégique et composition passionnelle. Que veut dire pour un prince gagner l'amitié du peuple? Quelle est la nature de la distinction entre amis et alliés? Si l'amitié n'est pas plus naturelle que l'inimitié, quels sont ses ressorts?

2. Le livre II des *Discours* est une étude de l'expansion romaine. Une analyse des causes de la guerre, telles qu'elles sont présentées en D, II, 8 (l'ambition des princes et des républiques; des catastrophes qui poussent des peuples entiers à émigrer et à entrer en conflit avec d'autres peuples pour leurs territoires), nous met sur la voie d'un enracinement de la guerre dans la nécessité, car « c'est une chose vraiment très naturelle et ordinaire que le désir de conquête. » (P, III, p. 116) Cependant, même en admettant que la politique n'est pas censée dompter les passions mais composer avec elles, on peut se demander dans quelle mesure ces passions sont intrinsèquement guerrières. On ne pourrait y répondre qu'à travers un examen des désirs humains qui mènent au conflit, à savoir, du rapport entre anthropologie et politique chez Machiavel. Et on trouvera peut-être que la fameuse malignité des hommes, affirmée par Machiavel, n'est autre chose qu'une dérive passionnelle due à l'insécurité introduite par la fortune au commencement de l'humanité sauvage.

3. Enfin, la question de conflits intérieurs ouvre sur celle de l'innovation et de la rénovation politiques. Le conjurateur, le prince en puissance, l'une ou l'autre des humeurs en conflit, voire le (re)fondateur d'un régime qui le ramène à ses principes, tous les acteurs qui produisent un changement dans l'ordre politique établi peuvent, selon la situation, figurer l'ennemi. La naturalité du

désir de conquête, affirmée par Machiavel, contribue à la relativisation de ces catégories et imprime à l'ordre politique un caractère d'instabilité. Et si les conflits internes à Florence sont des « mauvais conflits », est-ce parce que l'extrémisme du désir de la plèbe, qui s'exprime lors de la révolte des Ciompi (HF, III, 13), est capable de produire un renversement non souhaité de l'ordre républicain? Cela n'est pas sans impliquer une discussion autour d'une définition de la *virtù*: est-elle tension entre raison et passion, est-elle désir conscient de lui-même et politisé, jusqu'où peut-on la naturaliser et en quoi est-elle spécifiquement politique? Cela n'est pas non plus sans produire une interrogation sur la nature de l'autorité politique et la durée des constructions politiques dans le temps.

Pour conclure, il nous semble qu'il n'y a pas à proprement parler de « solution » machiavélique au problème de conflictualité politique, ni du côté de la paix ni du côté de la guerre, ni du côté d'une clôture étatique ni du côté d'une radicalité démocratique. Machiavel se meut dans un entre-deux de la pensée qui ne sera tranché que par la modernité du contrat social et la philosophie de l'histoire. Sans doute le rapport contradictoire que Machiavel entretient avec la République recèle-t-il un début de réponse à la question de la transcendance de l'État face aux conflits, en l'absence de toute primauté du droit sur la loi et de toute pérennité historique des constructions humaines. Ici, nous avons voulu surtout montrer comment une vision non normative et non juridique de la politique opère avec une définition politique de l'ennemi. Pas de métaphysique du conflit donc, ni d'essentialisation de l'ennemi chez Machiavel, mais plutôt une interdépendance sans confusion entre guerre et politique au niveau du vivre politique comme nécessaire mise en commun de passions insociables.

BIBLIOGRAPHIE

- ARENDR, HANNAH, *Essai sur la révolution*, trad. fr., Gallimard, Paris, 1967.
 ARENDR, HANNAH, « Qu'est-ce que l'autorité ? », « Qu'est-ce que la liberté ? », in *La crise de la culture*, trad. fr., Gallimard, Paris, 1972, coll. « Folio », pp. 121-185, 186-222.
 ARON, RAYMOND, *Machiavel et les tyrannies modernes*, Éditions de Fallois, Paris, 1993; réédition Le Livre de poche, 1995.
 AUDIER, SERGE, « Machiavel, héritier du républicanisme classique », in *Libéralisme et républicanisme*, S. Chauvier (dir.), *Cahiers de philosophie de l'Université de Caen*, 34, 2000, pp. 9-36.
 AUDIER, SERGE, *Machiavel, conflit et liberté*, Vrin – EHESS, Paris, 2005.
 BERN, THOMAS, *Violence de la loi à la Renaissance. L'originnaire du politique chez Machiavel et Montaigne*, Kimé, Paris, 2000.

- BORRELLI, GIANFRANCO, « Conflitti, innovazioni, contentimento: Machiavelli e le politiche della malacontentezza », *Vichiana*, I, 2, 1999, p. 107-122.
- BRUNI, FRANCESCO, *La città divisa. Le parti e il bene commune da Dante a Guicciardini*, Il Mulino, Bologne, 2003.
- CLAUSEWITZ, CARL VON, *De la guerre*, trad. fr., Minuit, Paris, 1959.
- DEL LUCHESE FILIPPO, *Tumulti e « indignatio ». Conflitto, diritto e moltitudine in Machiavelli e Spinoza*, Ghibli, Milan, 2004.
- ESPOSITO, ROBERTO, *Ordine e conflitto. Machiavelli e la letteratura politica del Rinascimento italiano*, Liguori, Naples, 1984.
- FOUCAULT, MICHEL, *Histoire de la sexualité*, I. *La volonté de savoir*, Gallimard, Paris, 1976.
- FOUCAULT, MICHEL, « Il faut défendre la société », *Cours au Collège de France, 1976*, Seuil-Gallimard, Paris, 1997.
- FOURNEL, JEAN-LOUIS, « L'ennemi dans l'histoire florentine selon Machiavel et Guicciardini: un nœud interprétatif de l'histoire florentine », in *Storiografia repubblicana fiorentina (1494-1570)*, J.-J. Marchand et J.-C. Zancarini (dir.), Franco Casati, Florence, 2003, pp. 31-49.
- FOURNEL, JEAN-LOUIS, « La connaissance de l'ennemi comme forme nécessaire de la politique dans la Florence des Guerres d'Italie », in *L'Italie menacée : Figures de l'ennemi du XVI^e au XX^e siècle*, Laura Fournier-Finocchiaro (dir.), L'Harmattan, Paris, 2004, pp. 17-43.
- GAILLE-NIKODIMOV, MARIE, *Conflit civil et liberté. La politique machiavélienne entre histoire et médecine*, Honoré Champion, Paris, 2004.
- GAILLE-NIKODIMOV, MARIE, « L'ordre conflictuel de la politique : une formule ambiguë. Schmitt et Foucault, lecteurs de Machiavel », *Multitudes*, 13, été 2003, pp.165-175.
- GILBERT, FÉLIX, « Machiavel: la renaissance de l'art de la guerre », in *Les maîtres de la stratégie*, EDWARD MEAD EARLE (dir.), trad. fr., Berger-Levrault, Paris, 1980, I, pp. 13-37.
- GILBERT, FÉLIX, *Machiavel et Guichardin. Politique et histoire à Florence au XVI^e siècle*, trad. fr., Seuil, Paris, 1996.
- GRANGÉ, NINON, *La cité en guerre : crises, transgressions, limites. L'identité politique dans les tentatives de définition philosophique de la guerre, de Héraclite à Carl Schmitt*, thèse ENS-Lettres et Sciences humaines, Lyon, 2003.
- GROS FRÉDÉRIC, *États de violence. Essai sur la fin de la guerre*, Gallimard, Paris, 2006.
- GUINERET, HERVÉ, « L'art de la guerre et la question des armes propres », in *Lectures de Machiavel*, Marie Gaille-Nikodomov et Thierry Ménissier (dir.), Ellipses, Paris, 2006, pp. 129-149.
- ION, CRISTINA, « Conquérir, fonder, se maintenir », in *Lectures de Machiavel*, Marie Gaille-Nikodomov et Thierry Ménissier (dir.), Ellipses, Paris, 2006, pp. 93-128.
- LAZZERI, CHRISTIAN, « Les racines de la volonté de puissance : le "passage" de Machiavel à Hobbes », in *Thomas Hobbes. Philosophie première, théorie de la science et politique*, Yves Charles Zarka et Jean Bernhardt (dir.), PUF, Paris, 1990, pp. 225-246.
- LAZZERI, CHRISTIAN, « La guerre intérieure et le gouvernement du prince chez Machiavel », in *Archives de philosophie*, 62, 2, 1999, pp. 241-254.
- LAZZERI, CHRISTIAN, « Chapitre XIX du Prince : de la manière de fuir le mépris et la haine », in Yves Charles Zarka et Jean Bernhardt (dir.), *Machiavel, le Prince ou le nouvel art politique*, Paris, PUF, 2001, pp. 133-168.
- LEFORT, CLAUDE, *Le travail de l'œuvre Machiavel*, Gallimard, Paris, 1972, réédition coll. « Tel », 1986.
- LEFORT, CLAUDE, « Machiavel et la *verità effettuale* », in *Écrire à l'épreuve du politique*, Calmann-Lévy, Paris, 1992, réédition Pocket, coll. « Agora », pp. 141-179.
- LIVET, GEORGES, *Guerre et paix de Machiavel à Hobbes*, Armand Colin, Paris, 1972.
- LORAUX NICOLE, *La cité divisée. L'oubli dans la mémoire d'Athènes*, Payot & Rivages, Paris, 1997, réédition coll. « Petite Bibliothèque Payot », 2005.

- MANSFIELD, HARVEY C., *Le prince apprivoisé. De l'ambivalence du pouvoir*, trad. fr., Fayard, Paris, 1994.
- MANSFIELD, HARVEY C., « An Introduction to Machiavelli's *Art of War* », in *Machiavelli's Virtue*, The University of Chicago Press, Chicago et Londres, 1996, pp. 191-218 (trad. fr. dans Machiavel, *L'art de la guerre*, GF-Flammarion, Paris, 1991).
- MÉNISSIER, THIERRY, « *Ordini et tumulti* selon Machiavel: la république dans l'histoire », in *Archives de philosophie*, 62, 2, 1999, pp. 221-239.
- MÉNISSIER, THIERRY, « Anthropologie de la férocité et "démocratie sauvage" chez Machiavel », in Thierry Gontier (dir.), *Animal et animalité dans la philosophie de la Renaissance et de l'âge classique*, Peeters, Louvain-Paris, 2005, pp. 209-229.
- MÉNISSIER, THIERRY, « République, ordre collectif et liberté civile », in *Lectures de Machiavel*, Marie Gaille-Nikodomov et Thierry Ménissier (dir.), Ellipses, Paris, 2006, pp. 151-191.
- MERLEAU-PONTY, MAURICE, « Note sur Machiavel » (1949), in *Éloge de la philosophie et autres essais*, Gallimard, Paris, coll. « Idées », 1953 et 1960, pp. 349-376.
- PHILONENKO, ALEXIS, « Machiavel et la signification de la guerre », in *Essais sur la philosophie de la guerre*, Vrin, Paris, 1976, pp. 13-25.
- PIERI, PIERO, *Guerra e politica negli scrittori italiani*, Riccardo Ricciardi, Milan-Naples, 1955.
- REMAUD, OLIVIER, « Conflits, lois et mémoire. Vico et Machiavel », in *Revue philosophique de la France et de l'étranger*, 1, 1999, po. 35-60.
- RICOEUR, PAUL, « État et violence » (1957), in *Histoire et Vérité*, Seuil, Paris, 3^e édition 1990, réédition coll. « Points Essais », pp. 278-293.
- SCHMITT, CARL, *La notion de politique. Théorie du partisan*, trad. fr. (1972), réédition Flammarion, Paris, coll. « Champs », 1992.
- VATTER, MIGUEL, « La politique comme guerre : formule pour une démocratie radicale ? », in *Multitudes*, 9, mai-juin 2002.
- VERRIER, FRÉDÉRIQUE, *Les armes de Minerve. L'Humanisme militaire dans l'Italie du XVI^e siècle*, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, Paris, 1997.
- WICHT, BERNARD, *L'idée de milice et le modèle suisse dans la pensée de Machiavel*, L'Âge d'Homme, Lausanne, 1995.
- ZARKA, YVES CHARLES, « L'amour de la patrie chez Machiavel », in *Figures du pouvoir. Études de philosophie politique de Machiavel à Foucault*, PUF, Paris, 2001, pp. 13-26.